

SEMAINE TERMINÉE LE 6 JUIN 2025

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA  
Stratège en chef du marché

## Climat d'incertitude et adversité : que font les entreprises pour s'en sortir

« On a tous un plan... jusqu'à ce qu'on reçoive un direct en plein visage. »

- Mike Tyson

**Le fil conducteur :** Au début de l'année, les équipes de direction des entreprises avaient bon espoir de voir s'installer des conditions économiques favorables. Beaucoup ont déchanté après que les événements des derniers mois, notamment la guerre commerciale, la volatilité du marché et le déclin rapide de la confiance des consommateurs, ont chamboulé le statu quo. Heureusement, la plupart des dirigeants d'entreprise sont devenus experts en courses d'obstacles, en raison des innombrables défis qu'ils ont dû surmonter au cours de la dernière décennie. Grâce aux outils et aux tactiques qu'elles utilisent pour affronter les épreuves actuelles, les entreprises devraient se trouver en bonne posture pour prospérer quand la situation s'éclaircira.

### Tout a commencé de façon bien inoffensive

À la suite des élections américaines de l'automne dernier, qui ont porté les républicains à la tête des organes législatif et exécutif, tout le monde était persuadé que l'exception américaine avait encore de beaux jours devant elle. La croissance de l'économie dépassait celle des autres pays développés; le taux de chômage était faible et la productivité, élevée; enfin, l'inflation se rapprochait (quoique de façon cahoteuse) de la cible de 2 % fixée par la Réserve fédérale américaine. Les marchés boursiers avaient gagné plus de 20 % pour une deuxième année d'affilée, ces résultats exceptionnels étant largement attribuables aux investissements dans l'intelligence artificielle et les services infonuagiques. La plupart des observateurs estimaient que la probabilité d'une récession était pratiquement nulle pour l'avenir prévisible.

Et, cerise sur le gâteau, l'élection a donné le résultat escompté. On s'attendait à ce que le deuxième mandat du président Donald Trump soit une copie exacte du premier, qui avait démarré par une réduction de l'impôt des entreprises et d'importants efforts visant à assouplir la réglementation dans divers secteurs. Les sociétés de Wall Street avaient embauché le personnel nécessaire pour faire face au boom de fusions et d'acquisitions et de PAPE qu'elles anticipaient. Et dans les secteurs comme les biens de consommation, les services, l'énergie et l'exploitation minière, les entreprises étaient prêtes à répondre à une hausse de la demande. *Bref, l'optimisme régnait.*

Cependant, au lieu d'une copie exacte du premier mandat, il est rapidement devenu évident que le deuxième en serait plutôt un reflet. Dès la première semaine qui a suivi son investiture, le président a signé une foule de décrets, créé le département de l'Efficacité gouvernementale (DOGE) et déclenché unilatéralement une guerre commerciale avec les trois principaux partenaires commerciaux des États-Unis. Pour ne rien arranger, DeepSeek a provoqué une onde de choc parmi ses concurrents. Vu la tournure des événements, nous soupçonnons un grand nombre d'entreprises d'avoir eu l'impression de prendre un direct en plein visage, peu importe la rigueur des plans qu'elles avaient préparés pour l'année.

### Un départ du bon pied

Au moins, dans l'ensemble, les entreprises ont commencé l'année du bon pied. Leurs marges étaient constamment supérieures aux niveaux

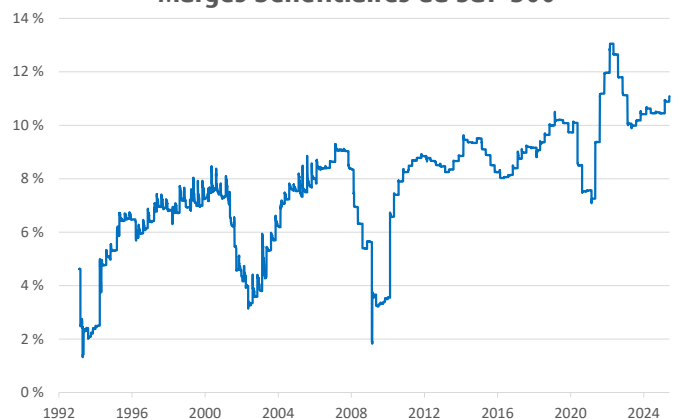
de la majeure partie des 30 dernières années (graphique 1) et elles prévoiaient de solides hausses des bénéfices (graphique 2).

Selon le dernier rapport sur les bénéfices de FactSet (*Earnings Insight*, 30 mai 2025), les sociétés de l'indice S&P 500 qui ont déjà publié leurs résultats pour le premier trimestre, soit 98 % des constituants de l'indice, ont enregistré une hausse globale du BPA de 13,3 %<sup>1</sup>.

N'oublions pas que **ce n'est pas la première fois que les entreprises doivent composer avec des défis de taille**. Les droits de douane sont à l'ordre du jour depuis le premier mandat du président Trump. Cela dit, ils ont été mis en place à moment différent la première fois (après les baisses d'impôt et l'assouplissement de la réglementation) et leur portée était assurément plus restreinte. Les entreprises ont également été amenées à composer avec les perturbations de leur chaîne d'approvisionnement causées par de nombreux facteurs, dont les attaques terroristes en mer Rouge, les grèves dans les ports des côtes est et ouest et les phénomènes météorologiques (ouragans sur la côte est, et gel et incendies dans le Sud-Ouest). Puis, la pandémie a complètement bouleversé les habitudes de consommation (graphique 3).

Graphique 1

Marges bénéficiaires du S&P 500

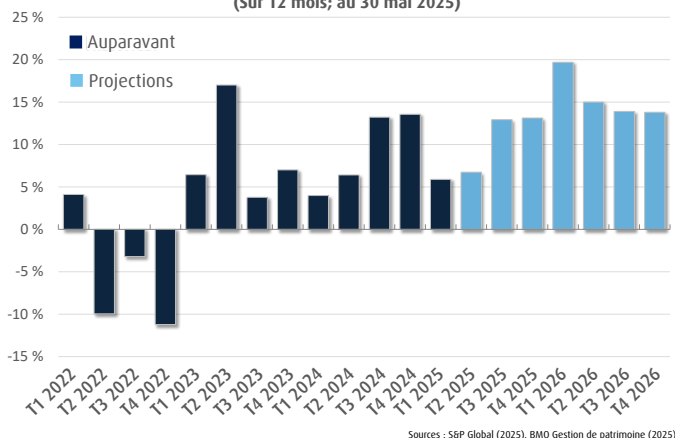


Au 30 mai 2025  
Sources : Bloomberg L.P. (2025) et BMO Gestion de patrimoine (2025)

Graphique 2

## Croissance projetée du bénéfice du S&amp;P 500

(Sur 12 mois; au 30 mai 2025)

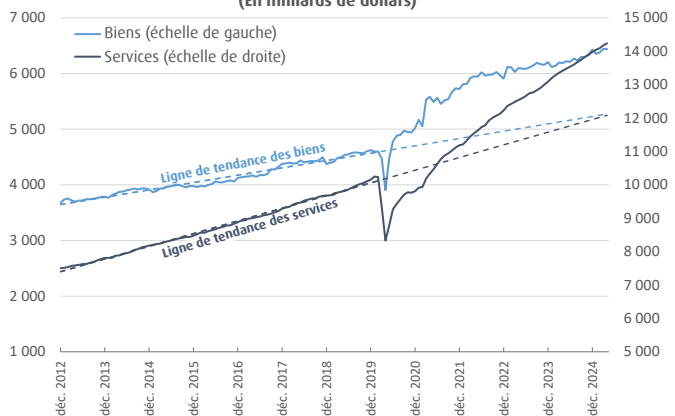


Sources : S&amp;P Global (2025), BMO Gestion de patrimoine (2025)

Graphique 3

## Consommation aux États-Unis : Biens et services

(En milliards de dollars)



Sources : Réserve fédérale de St. Louis (2025) et BMO Gestion de patrimoine (2025)

## Les entreprises ne peuvent pas rester passives

L'incertitude provoquée par les manchettes alarmistes généralisées, les compressions ordonnées par le DOGE, les volte-face sur les droits de douane, l'érosion rapide de la confiance des consommateurs et les décisions politiques prises à la volée donnent le tournis. **Bien entendu, les sociétés ne peuvent pas s'adapter à chaque revirement aussi rapidement que les marchés des capitaux. Mais elles ne peuvent pas non plus rester les bras croisés**, parce qu'elles doivent rendre des comptes à leurs actionnaires, créanciers, membres du personnel et propriétaires.

Depuis environ un mois, les investisseurs ont eu un aperçu de la façon dont les sociétés gèrent la situation lors des conférences téléphoniques sur les bénéfices, et d'après les commentaires économiques qualitatifs tirés des derniers sondages et du Livre beige de la Fed. Ces sources ont mis en évidence plusieurs activités d'adaptation de base :

- déplacer les chaînes d'approvisionnement, en totalité ou en partie, vers des régions auxquelles s'appliquent des droits de douane moins élevés;
- négocier avec les fournisseurs pour partage des coûts;
- reformuler ou remanier la composition ou l'emballage (p. ex., remplacer l'acier ou l'aluminium par du plastique);
- modifier la taille des produits ou le nombre d'unités par lot;
- mettre de côté les grands projets de croissance ou d'expansion; MAIS

- accélérer l'adoption de technologies permettant de réaliser des économies, comme les robots, l'infonuagique et l'IA;
- ralentir les embauches, procéder à des licenciements sélectifs dans les domaines où l'effectif est excessif, permettre une accélération de l'attrition;
- suspendre ou réduire les agrandissements immobiliers;
- remettre les projets de PAPE ou de fusions et d'acquisitions;
- suspendre ou réviser les prévisions de bénéfices et revenus dans le cas des entités cotées en bourse.

À court terme, ces activités aident les entreprises à survivre, bien qu'elles puissent supplanter les plans de croissance à long terme plus durables. **En revanche, le fait que les entreprises redoublent d'efforts pour maintenir leur rentabilité pourrait les aider à agir rapidement lorsque la situation s'éclaircira, ce qui se produira au cours des semaines et des mois à venir, à notre avis.** L'éventail des résultats possibles s'est déjà rétréci par rapport à ce qu'il était le « jour de la libération » et pourrait être encore plus mince selon l'issue des contestations juridiques.

Dans la sphère publique, les attentes ont été abaissées, de sorte que l'économie pourrait surprendre si elle reste stable ou si des mesures supplémentaires permettent de préserver les marges.

## Les données économiques peuvent être trompeuses

Les indications qualitatives concernant les répercussions ont été utiles, mais les investisseurs aimeraient également avoir des prévisions quantitatives. Or, celles-ci se font malheureusement assez rares. Les données sur la consommation et les entreprises sont faussées par le fait que ces deux pans de l'économie ont anticipé leurs activités ou les ont gelées. Par conséquent, de nombreux observateurs choisissent d'ignorer les chiffres, ce qui rend les marchés encore plus sensibles aux gros titres que d'habitude. **Les données objectives risquent de demeurer douteuses, même si dans bien des cas, elles ont été globalement meilleures que bon nombre de projections, voire la plupart d'entre elles.**

## Recentrer l'attention

Au moment même où les entreprises poursuivent leur planification et continuent de se préparer et de s'adapter aux événements en cours, l'administration s'efforce de recentrer l'attention sur des sujets plus favorables à la croissance. Il s'agit notamment d'une réforme de la réglementation et d'une réforme fiscale favorable aux entreprises, comme le rétablissement de la passation en charges immédiate de la recherche et du développement, et des investissements en équipement au pays. Comme nous l'avons indiqué il y a plusieurs semaines ([Perspectives – stratégie hebdomadaire : Un accord sur le budget difficile à décrocher - BMO Gestion Privée](#)), la Chambre a adopté la loi sur le budget qui contient de telles dispositions et le Sénat a commencé à en débattre cette semaine.

En plus de la réforme fiscale, l'administration s'attache également à alléger les fardeaux réglementaires qui ont plombé l'activité des entreprises ces dernières années<sup>ii</sup> et à accélérer la délivrance de permis pour les nouveaux projets. Les difficultés sont réelles et plus particulièrement pour les petites et moyennes entreprises (qui ont moins de personnel) qui peinent à trouver les ressources nécessaires à la conformité. Voici quelques statistiques :

- Le Center for American Entrepreneurship souligne que le code qui regroupe l'ensemble des réglementations fédérales a augmenté de 15 % depuis 2010<sup>iii</sup>

- Selon le Small Business & Entrepreneurship Council, le coût de la conformité à la réglementation dépasse 50 000 \$ par année pour les fabricants qui comptent moins de 50 employés<sup>v</sup>
- Le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, a souligné que l'une des priorités de l'administration est d'assouplir les contraintes imposées au secteur bancaire dans la foulée de la crise financière mondiale de 2008-2009. D'ailleurs, un récent sondage montre que le fardeau réglementaire est la principale préoccupation des banques communautaires<sup>v</sup>.

Les États-Unis ne sont pas les seuls à alléger la réglementation. Le Canada souhaite stimuler la croissance économique pour contrer les droits de douane américains et reconnaît les effets négatifs des barrières commerciales interprovinciales : plusieurs provinces, dont les deux plus importantes, soit l'Ontario et le Québec, présentent des mesures législatives pour contribuer à éliminer les obstacles aux échanges de biens, de services, d'énergie et de main-d'œuvre. Au niveau fédéral, le premier ministre Mark Carney a priorisé le démantèlement accéléré (d'ici la fête du Canada, le 1<sup>er</sup> juillet) des barrières commerciales entre les provinces et les territoires, dans le but d'atténuer les dommages causés par les droits de douane du président Trump. Il veut également alléger la réglementation du secteur de l'énergie dans le but d'accélérer l'approbation de nouveaux projets d'intérêt national. Le gouvernement compte diversifier la clientèle du Canada, afin que le pays soit moins tributaire des marchés américains, et faire du pays une superpuissance énergétique<sup>vi</sup>.

## Répercussions pour les investisseurs

Depuis des mois, les manchettes attisent l'inquiétude des investisseurs, mais les entreprises ont été forcées d'analyser la situation à mesure qu'elle évolue afin de garder le cap. Leur adaptabilité et leur résilience ont été remarquables et nous nous attendons à ce qu'elles continuent de tirer leur épingle du jeu.

Les marchés pourraient rester turbulents pendant encore un trimestre ou deux, le temps que les choses se précisent et que les questions de politique se règlent. **Néanmoins, le deuxième semestre de l'année pourrait être plus favorable aux marchés des titres à risque, dans la mesure où la loi sur le budget est adoptée, les négociations les plus difficiles sur les droits de douane aboutissent, la Fed opte pour une politique plus expansionniste et les sociétés poursuivent leur exécution.**

## Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, analyste principal

George Trapkov, CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille

### Cette semaine

**Les données sur l'emploi aux États-Unis envoient des signaux contradictoires** – Au début de la semaine, le rapport sur les postes à pourvoir et le taux de rotation de la main-d'œuvre (JOLTS) a fait état d'un plus grand nombre de postes vacants que ce à quoi les analystes s'attendaient, ce qui laisse entendre que la santé des entreprises pourrait être plus solide que ce que les experts avaient prévu. Le taux de licenciement a légèrement augmenté, tandis que le taux de démission a reculé, mais dans les deux cas, les taux demeurent dans les fourchettes observées récemment. Mardi, le rapport sur la main-d'œuvre d'ADP a été plus faible que prévu et montre très peu de postes vacants. **En fin de compte**, les données reflètent une aussi grande confusion que celle des observateurs au sujet de la situation actuelle/future. Les investisseurs devraient examiner attentivement les rapports mensuels sur la main-d'œuvre de vendredi.

**Aux États-Unis, les données concrètes commencent à montrer des failles** – Les résultats du sondage ISM sur les services ont été inférieurs aux attentes, en baisse pour la première fois en près d'un an et s'établissant en territoire de contraction (moins de 50). Ce n'est pas tout à fait surprenant, en rétrospective, compte tenu des coupures du département de l'efficacité gouvernementale (DOGE) et des réductions de dépenses plus « discrétionnaires » des sociétés en réaction à la guerre commerciale. Les marchés des titres à revenu fixe se sont raffermis, ce qui a fait baisser les taux de rendement, les marchés de paris estimant que la première de plusieurs réductions de taux aura lieu en septembre. Le rapport montre que les prix payés augmentent, même si les nouvelles commandes diminuent.

**Nouvelles machinations dans le cadre de la guerre commerciale et des tarifs douaniers** – Le président Trump a signé un décret visant à faire passer de 25 % à 50 % les tarifs sur l'acier et l'aluminium. Les tarifs révisés sur l'acier prévoient un délai de cinq semaines pour le Royaume-Uni, en réaction aux négociations précédentes. Le Mexique cherche à obtenir un délai semblable. Les mesures tarifaires visant l'acier et l'aluminium sont fondées sur l'article 232, ce qui signifie qu'elles sont exclues des querelles juridiques en cours liées à l'International Emergency Economic Powers Act (IEEPA).

**L'incertitude entourant les tarifs douaniers au Canada se poursuit** – Le groupe Études économiques BMO estime que les hausses des tarifs sur l'acier et l'aluminium font passer le taux tarifaire moyen pondéré au Canada à un peu moins de 6 %, par rapport au taux de 4 % en place auparavant (après diverses hypothèses quant à la conformité à l'AEUMC). Les exportations canadiennes d'acier et d'aluminium vers les États-Unis s'élèvent à 35 milliards de dollars canadiens par année, soit un peu plus de 1 % du PIB canadien. Le Québec représente près de la moitié de cette somme (15 milliards de dollars ou 2,5 % de son PIB), de sorte que l'incidence est assez concentrée dans cette province. Selon le Census Bureau des États-Unis, le pays importe environ le quart de tout son acier, les principales importations provenant du Canada et du Mexique.

**Le Canada génère un excellent PIB** – L'économie canadienne semble s'être raisonnablement bien comportée au cours des premiers mois de la guerre commerciale, et même les données les plus récentes d'avril indiquent que la croissance résiste à la tempête commerciale. Le PIB réel canadien a progressé à un taux annuel de 2,2 % au premier trimestre, ce qui est supérieur aux attentes et représente l'une des meilleures performances du G7 (le PIB a fléchi aux États-Unis et au Japon au dernier trimestre). Ce taux est même légèrement plus élevé que celui du trimestre précédent (qui a été révisé à la baisse d'un demi-point à 2,1 %). Les détails du gain trimestriel ont été beaucoup moins impressionnants : si l'on exclut les stocks et les exportations nettes, le PIB a fléchi à un taux annuel de 0,1 %. Sur une note positive, l'estimation provisoire d'avril a été étonnamment solide, à +0,1 %, au cœur de l'incertitude liée au commerce et aux élections, et n'a pas envoyé de signaux de détresse évidents jusqu'à présent en 2025.

**La décision de la Banque du Canada** – Pour la deuxième réunion consécutive, la Banque a laissé son taux directeur du financement à un jour inchangé à 2,75 %. Cette tendance constante depuis mars fait suite à un tourbillon de réductions au cours des neuf mois précédents; le taux de la Banque a dégringolé par rapport à son niveau de 5 % lorsque les baisses ont commencé il y a un an. La décision était largement attendue, mais il y avait une faible possibilité que la Banque décide de bouger en réaction à l'affaiblissement du marché de l'emploi. Même si la déclaration prospective donne à penser que le Conseil des gouverneurs n'est pas pressé de réduire davantage les taux, le groupe Études économiques de BMO soupçonne que la combinaison d'une activité plus modérée et de tendances inflationnistes de base plus faibles donnera lieu à des mesures supplémentaires. Si l'inflation ralentit dans les prochains rapports (nous recevons deux rapports sur l'IPC et deux autres sur l'emploi avant la réunion de la fin de juillet) et que l'économie ralentit comme prévu (nous sommes beaucoup plus convaincus de cette dernière éventualité que de la première), il est encore grandement possible que la Banque réduise les taux en juillet.

### La semaine prochaine

Peu de données seront publiées au cours de la semaine au Canada et aux États-Unis; il y aura un test décisif sur la confiance des entreprises mardi et les données sur les attentes des consommateurs et des entreprises quant à l'inflation mercredi et jeudi.

- **Lundi 9 juin** – Stocks des grossistes et attentes inflationnistes des consommateurs aux États-Unis
- **Mardi 10 juin** – Optimisme des entreprises de NFIB aux États-Unis
- **Mercredi 11 juin** – Inflation et IPC aux États-Unis
- **Jeudi 12 juin** – Demandes de prestations d'assurance-emploi et IPP aux États-Unis
- **Vendredi 13 juin** – Données préliminaires de l'enquête de juin sur la confiance des consommateurs de l'Université du Michigan aux États-Unis | Utilisation de la capacité, fabrication et ventes en gros au Canada

## Fiche des données au 4 juin 2025

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 4 juin 2025	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
S&P 500	5 971	1,0 %	2,1 %	25,0 %	26,3 %	-18,1 %
NASDAQ	19 460	1,8 %	1,1 %	29,6 %	44,7 %	-32,5 %
DOW	42 428	0,4 %	0,5 %	15,0 %	16,2 %	-6,9 %
Russell 2000	2 098	1,6 %	-5,4 %	11,5 %	16,9 %	-20,5 %
S&P/TSX	26 329	0,6 %	7,7 %	21,7 %	11,8 %	-5,8 %
MSCI EAEO	9 544	1,0 %	18,1 %	3,8 %	18,2 %	-14,5 %
MSCI Marchés émergents	632	1,4 %	10,2 %	7,5 %	9,8 %	-20,1 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
Bloomberg U.S. Aggregate		0,3 %	2,8 %	1,3 %	5,5 %	-13,0 %
Bloomberg U.S. Treasury		0,2 %	2,7 %	0,6 %	4,1 %	-12,5 %
Bloomberg U.S. Corporate		0,5 %	2,8 %	2,1 %	8,5 %	-15,8 %
Bloomberg U.S. High Yield		0,3 %	3,0 %	8,2 %	13,4 %	-11,2 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		0,1 %	1,0 %	0,9 %	4,5 %	-4,7 %
Bloomberg Canada Aggregate		-0,1 %	1,1 %	4,0 %	6,5 %	-11,3 %
Bloomberg Canada Treasury		-0,2 %	0,9 %	2,9 %	5,0 %	-9,9 %
Bloomberg Canada Corporate		0,0 %	2,0 %	6,9 %	8,2 %	-9,5 %
Rendement des obligations d'État						
	4 juin 2025	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2024	2023	2022
Bon du Trésor américain 10 ans	4,36 %	4,40 %	4,21 %	4,57 %	3,88 %	3,88 %
Obligation Canada 10 ans	3,23 %	3,20 %	2,97 %	3,23 %	3,11 %	3,30 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,61 %	4,65 %	4,67 %	4,56 %	3,53 %	3,66 %
Bund allemand 10 ans	2,53 %	2,50 %	2,74 %	2,36 %	2,02 %	2,57 %
Obligation Japon 10 ans	1,50 %	1,49 %	1,49 %	1,09 %	0,61 %	0,41 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 4 juin 2025	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2024	2023	2022
Indice USD	98,79	-0,5 %	-8,9 %	7,1 %	-2,1 %	8,2 %
CAD-USD	0,73 \$	0,4 %	5,2 %	-7,9 %	2,3 %	-6,7 %
Bitcoin	104 668,31 \$	0,1 %	11,7 %	120,5 %	157,0 %	-64,3 %
Or	3 372,72 \$	2,5 %	28,5 %	27,2 %	13,1 %	-0,3 %
Pétrole (WTI)	62,85 \$	3,4 %	-12,4 %	0,1 %	-10,7 %	6,7 %

\* Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

## Définition des indices

### Indices boursiers

L'**indice S&P 500<sup>MD</sup>** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000<sup>MD</sup> (« Russell 2 000<sup>MD</sup> »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000<sup>MD</sup>.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

### Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

<sup>i</sup> [Rapport Earnings Insight de FactSet, 30 mai 2025](#)

<sup>ii</sup> [Federal Regulatory Reform Will Benefit All American](#)

<sup>iii</sup> [Regulation | Center for American Entrepreneurship](#)

<sup>iv</sup> [Small Business & Entrepreneurship Council](#)

<sup>v</sup> [Regulatory Burden Is Top Community Bank Concern in Annual Survey | CSBS](#)

<sup>vi</sup> [Mark Carney pledges to make Canada an energy superpower, proposes faster project reviews – The Globe and Mail](#)